

GREFFE
du Tribunal de Commerce de
NANTES
6 allée de l'Île Gloriette
BP 64623
44046 NANTES CEDEX 1

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Dépot effectué par :

! S.A.R.L.
! FRANCOISE FRADIN ET ASSOCIE
! 93, QUAI DE LA FOSSE
!
!
! 44100 NANTES

! S.A.R.L.
! FRANCOISE FRADIN ET ASSOCIE
! 93, QUAI DE LA FOSSE
!
!
! 44100 NANTES

Numéro RCS : NANTES B 383 485 356

<44234/1991B01348>

! Pièces déposées le 02/10/2000

Numéro : 2005999

! P.V. D'ASSEMBLEE du 02/08/2000
! - AUGMENTATION CAPITAL Conv.EURO
! - MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

! STATUTS MIS A JOUR

02/08/2000

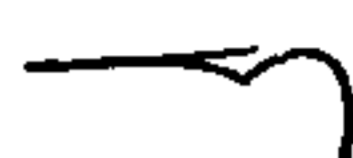
Le Greffier,

Françoise FRADIN & Associés

SARL au capital de 50 000 F
Siège Social : 98 quai de la fosse
44100 NANTES

RCS NANTES B 383 485 356

~~~~~

|                                                                                               |                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE                                                   |                                             |
| DE NANTES SUD-OUEST LE <b>07 AOÛT 2000</b>                                                    |                                             |
| BORD <b>457</b>                                                                               | CASE <b>3</b>                               |
| REÇU                                                                                          | - DI DE TIMBRE ( <b>10 x 4</b> ) <b>100</b> |
|                                                                                               | - Dis D'ENREG. <b>1500</b>                  |
| SIGNATURE  |                                             |

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 2 AOÛT 2000**

*2005939*

Le 2 août 2000  
A 19 heures

Les associés de la société à responsabilité limitée "*Françoise FRADIN & associés*" au capital de 50 000 F dont le siège social est situé au 98, Quai de la fosse à NANTES (44100), qui est immatriculée au registre du commerce de NANTES sous le N° B 383 485 356, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, et ont délibéré de l'ordre du jour suivant :

- Conversion du capital social en Euros ;
- Augmentation du capital social par incorporation du compte report à nouveau ;
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs à donner

**PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire décide la conversion du capital social d'une somme de 50 000 F en 7 622.45 € et son augmentation par incorporation directe de 350 133.77 F soit 53 377.45 € prélevée sur le compte de report à nouveau.

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 500 parts nouvelles de 122 €, attribuées aux associés au prorata des parts anciennement détenues. Les anciennes parts sociales (500 parts de 100 Francs) sont annulées.

Ainsi, les nouvelles parts se trouvent attribuées de la manière suivante :

|                                                                                                |                                  |                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------|
| - Madame Françoise FRADIN<br>à concurrence de 498 parts nouvelles, numérotées de 1 à 498, soit | .....                            | 498 parts        |
| - Monsieur Jean-Pierre BOMY<br>à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 498 à 499, soit | .....                            | 1 part           |
| - Monsieur Jean-Yves MORNET<br>à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 499 à 500, soit | .....                            | 1 part           |
|                                                                                                |                                  | -----            |
|                                                                                                | <i>Total global au nombre de</i> | <i>500 parts</i> |

Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouissant des mêmes droits, à compter du 2 août 2000.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

*FR / JB*

## DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de compléter ou de modifier les articles 6 et 7 des statuts :

### Article n° 6 – Apports

Par l'assemblée générale extraordinaire du 2 août 2 000 le capital social a été converti en Euros et augmenté de 350 133.77 F soit 53 377.55 € par incorporation du compte report à nouveau.

### Article n° 7 - Capital social

« Le capital social est fixé à soixante et un mille Euros (61 000 €), divisé en 500 parts de 122 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés de la façon suivante :

|                                                                                                |       |                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------------|
| - Madame Françoise FRADIN<br>à concurrence de 498 parts nouvelles, numérotées de 1 à 498, soit | ..... | 498 parts        |
| - Monsieur Jean-Pierre BOMY<br>à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 498 à 499, soit | ..... | 1 part           |
| - Monsieur Jean-Yves MORNET<br>à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 499 à 500, soit | ..... | 1 part           |
| <i>Total des parts formant le capital social .....</i>                                         |       | <i>500 parts</i> |

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 20 h.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents.

**Françoise FRADIN & Associés**

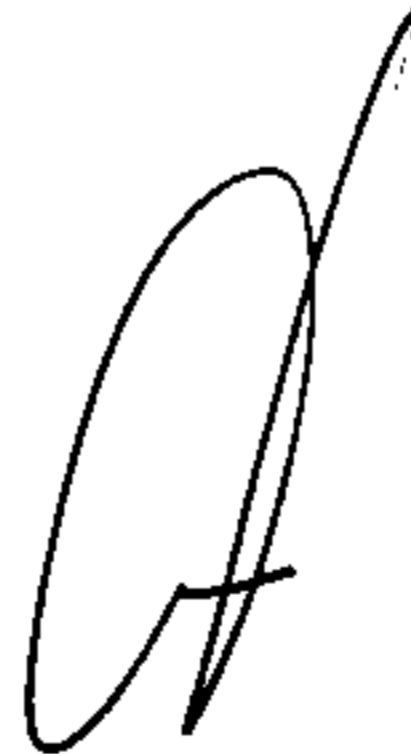
**SARL au capital de 61 000 €  
Siège Social : 98 quai de la fosse  
44100 NANTES**

**RCS NANTES B 383 485 356**

~~~~~

***STATUTS MODIFIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 2 AOUT 2000***

Par Copie certifiée conforme

A large, stylized handwritten signature, possibly reading 'A', is written below the text.

Entre les soussignés :

- Madame FRADIN née Marie Françoise, Danièle, Florence ARNAUD

EXPERT COMPTABLE, Inscrite au tableau de l'ordre
Née le 30 Octobre 1947 à ST GERVAIS (85)
Demeurant 14, Bis rue d'Alger à NANTES (44100)

Epouse de Monsieur Jean Christian FRADIN
Né le 8 Octobre 1947 à SALLERTAINNE (85)

Mariés le 28 Avril 1973 à Saint Urbain (85) sous le régime de la
séparation de biens pur et simple suivant contrat de mariage passé
pardevant Maître BILLON, Notaire à BEAUVOIR SUR MER, le 8 Avril 1973.

- Monsieur BOMY Jean Pierre, Jack, Joseph

EXPERT COMPTABLE, Inscrit au tableau de l'ordre
Né le 23 Août 1946 à ANGERS (49)
Demeurant 36 , rue du Bois Hercé à NANTES (44100)

Epoux de Madame LEGRAND Denise
Née le 29 Avril 1947 à NANTES (44)

Mariés le 18 Décembre 1970 à NANTES à l'origine sous le régime de la
communauté légale réduite aux acquêts mais actuellement soumis au régime de
la séparation de biens pur et simple en vertu d'un acte de changement de
régime matrimonial reçu le 14 Juin 1978 par Maître MAUPETIT, Notaire à
BRISSAC (49) homologué au terme d'un jugement rendu par le tribunal de
Grande Instance de Nantes le 13 Octobre 1978.

- Monsieur MORNET Jean-Yves

EXPERT COMPTABLE, Inscrit au tableau de l'ordre
Né le 11 Décembre 1947 à la BARRE DE MONTS (85)
Demeurant 73 Route de la Pierre Levée à SOULLANS (85)

Epoux de Madame TALBOT Jacqueline
Née le 4 Mai 1947 à SAINT SAUVEUR DE GIVRE EN MAI (79)

Mariés le 25 Mai 1970 à SAINT SAUVEUR DE GIVRE EN MAI (79) sous le régime
de la communauté légale réduite aux acquêts.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité
limitée constituée par le présent acte.

ff
JM
JM

ARTICLE 1ER - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant la profession d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet dans tous pays, l'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale :

" Françoise FRADIN et Associés "

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les factures, lettres, annonces, publications diverses, indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales S.A.R.L., de l'énonciation de son capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé :

98 quai de la Fosse 44100 NANTES

Il pourra être transféré dans la même ville sur décision de la gérance qui est habilitée à modifier les statuts à cet égard.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit sur décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans (quatre vingt dix neuf ans) à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus par la loi et les statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS

Les soussignés apportent à la société lors de sa constitution, uniquement des apports en numéraire, à savoir :

- Madame Marie Françoise ARNAUD-FRADIN (Expert Comptable)
Apporte à la société la somme de 49 800 F.
(quarante neuf mille huit cent francs)49 800 F.

- Monsieur Jean Pierre BOMY (Expert Comptable)
Apporte à la société la somme de 100 F.
(cent francs) 100 F.

- Monsieur Jean Yves MORNET (Expert Comptable)
Apporte à la société la somme de 100 F.
(cent francs) 100 F.

SOIT AU TOTAL LA SOMME DE CINQUANTE MILLE FRANCS 50 000 F.

Laquelle somme de CINQUANTE MILLE FRANCS a été déposée à la banque, le 24 septembre 1991 , ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds qui est annexé aux présents statuts.

Cette somme sera retirée par la gérance de la société sur présentation du certificat délivré par le greffier du tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Madame Jacqueline MORNET Née TALBOT, conjoint commun en biens de Monsieur Jean-Yves MORNET apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir reçu une information complète sur l'apport effectué par son époux ; elle déclare avoir été avertie en temps utile du lieu, de la date et de l'heure de la signature du présent acte.

Par l'assemblée générale extraordinaire du 2 août 2000 le capital social a été converti en Euros et augmenté de 350 133.77 F soit 53 377.55 € par incorporation du compte report à nouveau.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à soixante et un mille Euros (61 000 €), divisé en 500 parts de 122 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés de la façon suivante :

- Madame Françoise FRADIN
à concurrence de 498 parts nouvelles, numérotées de 1 à 498, soit498 parts

- Monsieur Jean-Pierre BOMY
à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 498 à 499, soit..... 1 part

- Monsieur Jean-Yves MORNET
à concurrence de 1 part nouvelle, numérotées de 499 à 500, soit..... 1 part

Total des parts formant le capital social 500 Parts

Madame Jacqueline MORNET Née TALBOT, conjoint commun en biens de Monsieur Jean Yves MORNET apporteur de deniers provenant de la communauté, informée comme indiqué ci-dessus de l'apport effectué par son époux déclare renoncer définitivement à devenir personnellement associée et s'interdit en conséquence tout recours pouvant provenir de son fait personnel.

Les soussignés déclarent sous leur responsabilité que les 500 parts sociales créées sont intégralement souscrites, libérées et qu'elles sont réparties entre eux dans la proportion de leur apport respectif ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ARTICLE 8 - FORME DES PARTS - LISTE DES ASSOCIES

Les parts sont nominatives.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

La majorité des parts doit être détenue par des Experts Comptables inscrits au tableau de l'ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 et 11 de l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945.

Si une autre société d'Expertise Comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts Comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital social.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et à l'actif social.

ARTICLE 9 - AVANTAGE PARTICULIER

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DE CAPITAL SOCIAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles, les associés auront un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles, proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En cas de réduction de capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts anciennes contre les parts nouvelles.

ff
JMS
JMA JM

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction de capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 sur les quotités de parts que doivent détenir les professionnels Experts Comptables.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions des articles 7-6 et 11-6 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, 218 alinéa 6 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé - sauf s'il est déjà expert comptable inscrit au tableau de l'ordre, - ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propiété ou l'usufruit de parts sociales.

Les cessions de parts faites au profit d'un associé expert-comptable inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables, sont libres.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui est faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée par la gérance, doit être notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire des parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de la valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

fc
JOS
543
JM

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'une des solutions prévues n'est pas intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant, l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieux et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants-droits ne deviennent associés que lorsqu'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant-droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

FF
MS
JY
JM

Tout acte de partage ou d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant-droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un ou l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à l'agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention expresse entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant-droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément et en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants-droits non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé, des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

FF
JAS
JMA JM

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi entre eux ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier. Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 8 que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, Experts Comptables.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

ARTICLE 15 - GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis ou non parmi les associés experts comptables, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

FF
JL
549-54

Les gérants peuvent démissionner de leur fonction, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés. Cette rémunération sera portée au compte de frais généraux de la société.

II - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que des découverts en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles de la société, contracter toute convention ayant pour objet une présentation de clientèle, ou concourir à la fondation d'une autre société.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs actes déterminés.

Si le ou les gérants ne sont pas eux-mêmes experts comptables ou comptables agréés, les fondés de pouvoirs doivent être associés experts comptables ou comptables agréés.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions collectives résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant plus de la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

ff
JMB
JYH - JM

a) Assemblées générales

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande d'un associé.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué par la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressé à chaque associé à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est convoquée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès verbal contenant les mentions obligatoires exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le Président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots " OUI " ou " NON ".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus, est considéré comme s'étant abstenu.

II - Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de parts sociales, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

III - Les procès verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

RF
JBS
JYJ JH

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi, à savoir : révocation du gérant statutaire, transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres excèdent cinq millions de francs.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants. Toutefois la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 18 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.

- à la majorité en nombre des associés représentant les 3/4 des parts sociales s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés.

- par des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 19 - DROIT DE COMMUNICATION AUX ASSOCIES

Lors de toutes consultations des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

ff
JES
JMA JM

ARTICLE 20 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celle-ci. Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés en frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois, il commence le premier Janvier pour se terminer le trente et un décembre.

Le premier exercice social sera clos le 31 Décembre 1991.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de la gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

FF

JLS
JYJ →

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve par application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi et les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non de dissoudre la société.

FF
Jls
JY1 - 24

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 10 ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice, la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à clôture de celle-ci. La mention " Société en Liquidation " ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales possédées par les associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est réalisée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts possédées par chacun d'eux.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

En cas de contestations, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables agréés.

FF
VBS
JYH → M

ARTICLE 27 - NOMINATION DU GERANT

Le premier gérant de la société est Madame Françoise FRADIN, expert comptable, demeurant 14 Bis rue d'Alger à NANTES. Il est nommé pour une durée non limitée.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 28 - REPRISE DES ENGAGEMENTS - AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS POSTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS

L'état des actes accomplis au nom de société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements pour la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

Dès à présent, le gérant de la société est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par elle.

ARTICLE 29 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les soussignés seront tenus de souscrire et de déposer au greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social, la déclaration de conformité prévue par la loi, à cet effet, les soussignés donnent tous pouvoirs à Madame Françoise FRADIN pour signer ladite déclaration au nom de tous les associés.

II - Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prévues par la loi et spécialement pour signer l'avis de constitution à insérer dans un journal d'annonces légales du siège social.

FF
JB
JYJ → M

III - Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence, incombent conjointement et solidairement aux associés au prorata de leurs apports, jusqu'à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette date, ils seront repris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes.

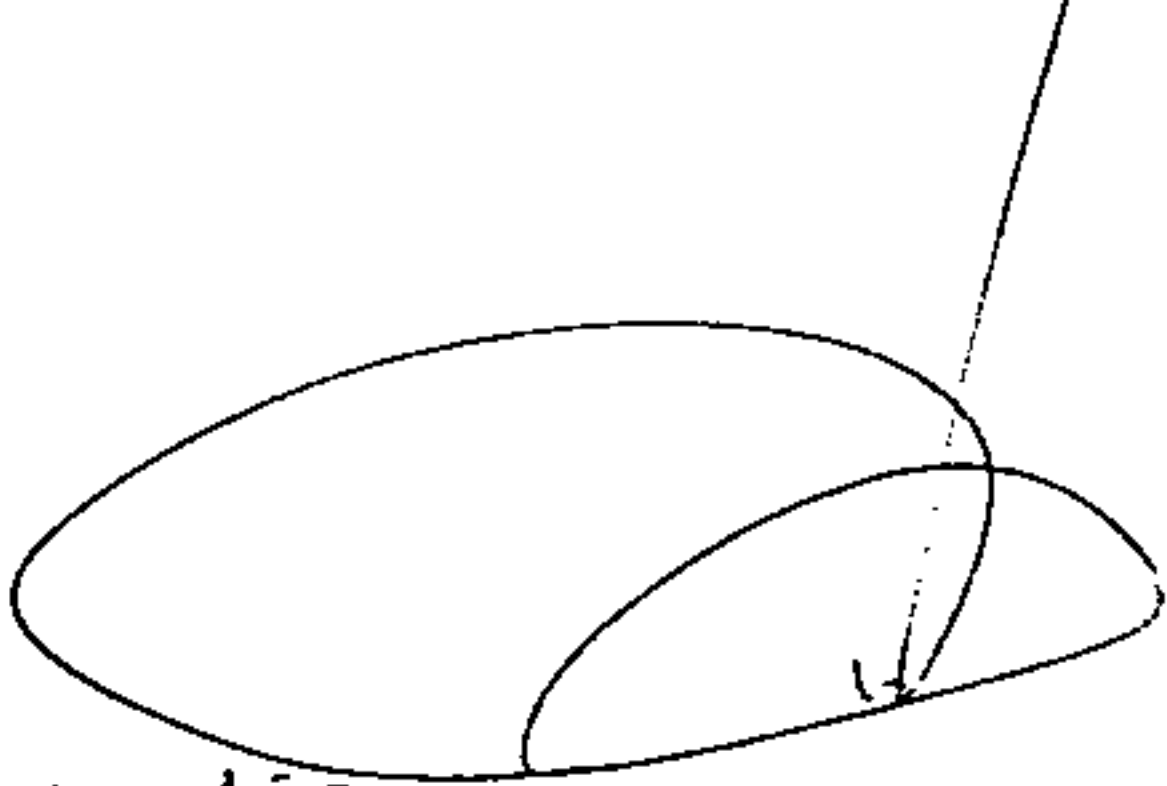
Fait à NANTES,
Le 1^{er} 27 Jan 1991

En quatre exemplaires originaux pour l'accomplissement des formalités et en trois originaux, pour être remis aux associés.

SUIVENT LES SIGNATURES

Madame Marie-Françoise ARNAUD-FRADIN
Lu et Approuvé
Bon pour acceptation des fonctions de gérant

Lu et approuvé
Bon pour acceptation des fonctions de gérant



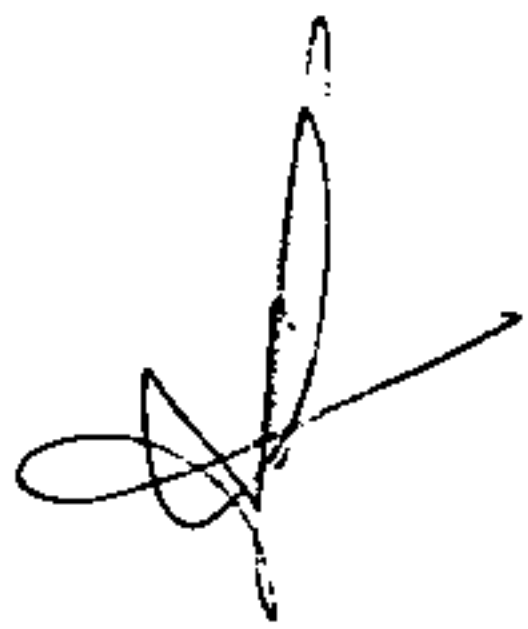
Monsieur Jean-Pierre BOMY
Lu et Approuvé

Lu et Approuvé



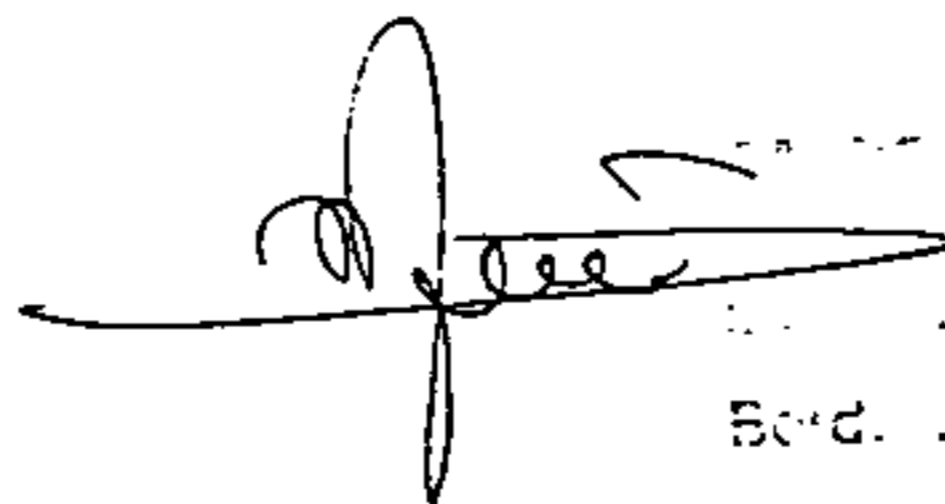
Monsieur Jean-Yves MORNET
Lu et Approuvé

Lu et approuvé



Madame Jacqueline MORNET Née TALBOT
Intervenant pour renoncer à être personnellement associée,
Lu et Approuvé

Lu et approuvé



REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS SUD
3 octobre 1991
Bord. ... 270... Case 1
Reçu... quatuor-cent-vingt francs
et d'apport

